

## **POUR OBTENIR LE RETRAIT DU CPE/CNE, IL EST NECESSAIRE QUE TOUS LES TRAVAILLEURS REJOIGNENT LA LUTTE**

Cette journée d'action arrive bien tard et risque de ne pas être suffisante pour obtenir le retrait du CPE/CNE. Les tractations entre centrales syndicales et gouvernement n'ont aucune chance d'y aboutir si le front de lutte ne s'élargit pas. La mobilisation étudiante et lycéenne a atteint un palier. Pour l'essentiel, le mouvement tient encore mais il a besoin d'un nouveau souffle pour réussir.

Le gouvernement et les patrons font de cette affaire une bataille politique. Ils sont convaincus que, s'ils cèdent, leur programme de flexibilisation du marché du travail se retrouvera bloqué pour plusieurs années.

Les confédérations syndicales, de leur côté, n'ont rien fait pour accroître la volonté des travailleurs de se joindre à ce combat. De très rares assemblées générales, organisées localement, ont été tenues dans les entreprises.

Pourtant, cette lutte est vitale pour un grand nombre de salariés. Dans beaucoup d'usines, de magasins et de bureaux, les patrons utilisent amplement les différentes formes de précarité déjà existantes. A Flins, chez Renault, la moitié des ouvriers de chaîne sont intérimaires. A la Poste, un tiers des travailleurs ne sont pas titulaires du statut de postier. En 2005, près de 14% des salariés en France n'avaient pas des contrats à durée indéterminée.

Et ceux qui bénéficient des emplois les plus stables, sont, eux aussi, de plus en plus exposés aux licenciements et à la précarité. Rien qu'en janvier 2006, 16.000 travailleurs en CDI ont subi des licenciements économiques, 53.600 autres ont été mis à la porte pour des raisons différentes. En moyenne, le temps passé au chômage est désormais de 12 mois. La durée des CDI est loin d'être à vie. Dans le secteur marchand non agricole, elle n'est que de 110 mois en moyenne.

Face à ces réalités, la réponse syndicale n'est pas de contribuer à unir les travailleurs par delà leur condition. La défense syndicale à tout crin de l'entreprise et de l'outil de travail, le patriotisme économique dont ils font sans cesse preuve, la recherche continue de la compromission avec l'État, leur action de cogestion de l'exploitation, les en empêche.

Les syndicats et les partis de gauche qui claironnent leur opposition au nouveau contrat ne font rien pour favoriser la convergence sur le terrain de la lutte entre le mouvement en cours et les travailleurs. Comme la précédente, la manifestation de mardi est un excellent moyen pour eux d'exploiter les énergies dégagées par la lutte à des fins électorales (2007 approche...) et/ou pour renforcer leur pouvoir contractuel vis-à-vis du gouvernement.

**C'est pourquoi, le mouvement contre le CPE/CNE doit prendre directement en main la perspective de l'élargissement et de l'enracinement de la lutte. Le mot d'ordre de grève générale, en l'état, n'est pas crédible. Des nombreux pas doivent être faits pour parvenir à un combat global de la classe ouvrière contre la précarité dans toutes ses formes, anciennes et nouvelles.**

Il faut éviter de rester campés dans une logique de lutte purement étudiante. Le seul chemin praticable est celui de la recherche de l'établissement de liaisons directes entre étudiants, lycéens et ouvriers. D'autant plus que, très souvent, les étudiants sont majoritairement déjà des salariés. Bien plus de la moitié d'entre eux doivent travailler pour survivre et payer leurs études.

Dans les facs, dans les lycées et dans les collèges, et à proximité, il existe de nombreux lieux de travail précaire. Les salariés qui le subissent n'ont pas toujours la force de se révolter. Le mouvement contre le CPE peut représenter un catalyseur et un centre d'organisation de ces

prolétaires.

Diriger les manifestations vers les usines, les magasins et les bureaux, et en priorité ceux qui sont connus pour employer massivement du travail précaire et/ou qui licencient. Diffuser des tracts, faire des prises de parole auprès des salariés, expliquer les raisons du combat ; les inviter à la rejoindre ; impulser l'auto-organisation et la coordination entre foyers de lutte, voilà la perspective.

Mais pour ce faire, il faudra d'abord encore élargir le mouvement dans les Universités, les IUT, les lycées et les collèges. La mobilisation contre le CPE et le CNE doit gagner des secteurs étudiants et lycéens encore passifs. Elle doit être plus efficace dans l'explication des motifs de notre refus de ce nouvel instrument de précarité qui accroît la soumission au patron.

Il faut également que le mouvement se préserve des provocateurs en bande qui ont sévi en nombre contre des manifestants pacifiques lors des derniers défilés parisiens. Se défendre n'est pas un luxe, c'est désormais devenu une nécessité. La peur ne doit pas s'installer dans nos rangs. Ces bandes organisées font le jeu des forces de répression. Pire, elles font leur travail. En appeler à la police n'est pas la solution. Celle-ci exploite abondamment ces exactions pour justifier sa présence agressive. Les incursions de ces provocateurs peuvent servir de prétexte pour des interventions musclées des forces de répression au sein même des manifestations. Le Ministre de l'intérieur n'a pas manqué l'occasion d'ordonner la présence renforcée d'équipes de policiers en civil dans les cortèges.

Les partis politiques de gauche et d'extrême gauche et les organisations syndicales, même sur ce terrain élémentaire, n'ont pas tenu à assurer la moindre protection des manifestants. Se cantonnant à patrouiller leurs pré-carrés, ils ont livré la plupart des manifestants à la violence réactionnaire et gratuite de ces provocateurs.

Pour leur part, des éléments souvent étrangers à la lutte et qui se disent très radicaux ont tantôt exalté ces actes de pillage en les reliant aux « *émeutes des banlieues* » de novembre 2005, tantôt refusé de le combattre sous prétexte que leur priorité est de « *s'affronter aux flics* ». Ces révolutionnaires de pacotille n'ont pas à cœur le développement du mouvement contre le CPE/CNE. Ils préfèrent mener des actions certes très médiatiques mais parfaitement contre-productives, à l'image de l'occupation/dévastation de l'EHESS, à Paris.

**Il faut mener une bataille d'ensemble contre toutes les formes de précarité ; contre les licenciements et pour une meilleure rémunération des chômeurs. Les travailleurs aux emplois les moins menacés doivent s'unir à leurs frères de classe menacés de licenciement.**

**Les ouvriers des grandes usines doivent s'opposer fermement, sur leur lieu de travail, à l'intérim, aux CDD et aux CPE et impliquer dans ce combat les salariés de la sous-traitance.**

**Les étudiants, dont bien plus de la moitié sont des travailleurs précaires, doivent abandonner le simple terrain de l'Université pour rejoindre les autres salariés et leur proposer de se battre ensemble.**

**Seule une lutte qui est capable de durer, de se généraliser et de s'enraciner sur les lieux de production peut faire reculer le patronat et son État.**

Paris, le 27 mars 2006.

## MOUVEMENT COMMUNISTE

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.

Consulter le site Internet de *Mouvement Communiste* : [www.mouvement-communiste.com](http://www.mouvement-communiste.com)